Comité scientifique du 29 septembre 2022

Compte-rendu

Attentes et besoins des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement

Participants :

Audrey Séon – AFD
Philippe Folliasson – Aquassistance
Laure Criqui – consultante indépendante
Sandra Nicolle – ENGEES
Mathieu Le Corre – GRET
Marion Santi – GRET
Bruno Valfrey – Hydroconseil
Rémi Lombard Latune – INRAE
Pascal Molle – INRAE
Catherine Baron – LEREPS, Sciences Po Toulouse
Hélène Loiseau - OFB
Christophe Brachet - OiEau
Joannie Leclerc – Suez
Christophe Léger – Vergnet Hydro
Mélodie Boissel – pS-Eau
Christophe Le Jallé – pS-Eau
Pierre Frédéric Ténière-Buchot – président du pS-Eau
Clara Vernet – pS-Eau
Ariane Visier – LEWAP, pS-Eau

Excusés :

Clément Frenoux - AFD
Corinne de Peretti - AFD
Bernard Barraqué - AgroParisTech, CNRS
Christelle Pezon - CNAM
Chantal Eyboulet - SIAAP
Jacques Rey - GWP
Thierry Vandevelde - Veolia

Ce comité scientifique s'est tenu en format mixte, en partie en présentiel, en partie en distanciel.

Introduction

Christophe Le Jallé : Depuis six mois, le pS-Eau a engagé avec Clara Vernet un travail d'identification des besoins et des problématiques qui sont sensibles pour les partenaires du réseau pS-Eau. Il s'agit aujourd'hui d'échanger sur l'ensemble des problématiques qui en ressortent et de recueillir les retours des membres du Comité, afin que le pS-Eau puisse proposer une stratégie d'approfondissement des connaissances qui sera présentée et discutée lors du Comité Scientifique suivant.

Ce travail d'enquête a également concerné les attentes et les besoins des acteurs de l'eau et de l'assainissement en matière de formation, ainsi que le recensement des offres de formation en Afrique subsaharienne. Ce volet plus spécifique fera l'objet d'un travail avec l'OiEau.

Clara Vernet a présenté les objectifs de l'enquête : recenser les attentes et besoins des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays susceptibles d'être ciblés par l'aide au développement afin d'affiner les thèmes déjà investis par le pS-Eau, de relever d'éventuels thèmes émergents et d'identifier les pistes d'action à engager.

Une trentaine d'entretiens individuels ont été réalisés avec des membres de l'équipe du pS-Eau, des membres des réseaux pays (acteurs français) et des plateformes pays (acteurs locaux), quelques membres du Comité Scientifique et des professionnels ciblés par les référents ou identifiés au fil de l'eau. Un questionnaire en ligne a été largement diffusé et 300 personnes y ont répondu. Tant les entretiens individuels que le questionnaire en ligne laissaient le champ libre aux acteurs pour exprimer un large éventail de sujets dans le but d'obtenir une vision globale des différents besoins. La matière encore assez brute issue de ces réponses est présentée ci-après.

22 pays sont représentés, échantillon largement dominé par les pays focus du pS-Eau et plus globalement des pays d'Afrique subsaharienne. La majorité des répondants travaillent en France, à Madagascar, au Sénégal, au Burkina Faso et au Niger. Très peu d'acteurs du Togo et du Bénin ont été visés par cette enquête, puisqu'ils avaient déjà été sollicités dans le cadre d'une autre étude pour la préfiguration de plateformes locales.

La plupart de ces acteurs interviennent dans les zones rurales, puis à part égale dans les petites villes et les zones urbaines. Près de 60% des répondants travaillent dans des ONG et des associations ; les autres répondants sont au sein de l'Etat et des services déconcentrés, des collectivités, des entreprises, des bureaux d'études et des universités et centres de formation. 42 % des répondants travaillent dans une organisation dont le siège est en France.

La présentation des résultats de l'enquête se structure de la façon suivante :

- L'appréciation des sujets pré-identifiés par le pS-Eau,
- Les sujets et besoins identifiés à l'issue de l'enquête,
- Les actions préconisées par les acteurs.

Les attentes et besoins des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement

Lien vers la note de synthèse

Lien vers les supports d'enquête

A la suite de la séance du comité scientifique, les résultats ont été retravaillés pour élaborer une représentation graphique.

Lien vers la représentation graphique des résultats de l'enquête

Discussion

Objectifs de la discussion

Christophe Le Jallé : A partir de cette matière encore assez brute, le pS-Eau souhaite, avec l'appui du Comité scientifique, discuter des champs prioritaires d'approfondissement des connaissances, de l'approche ou de l'angle à adopter et des activités à conduire. Cette méthodologie d'enquête avait

pour objectif d'ouvrir le regard du pS-Eau et du Comité scientifique, d'écouter plus largement les acteurs du secteur à propos de leurs préoccupations, en vue de la révision de la stratégie de travail par thématiques du pS-Eau.

La présente séance vise à recueillir les impressions, avis, retours d'expériences que cette enquête évoque aux membres du comité scientifique.

Le pS-Eau enrichira la matière de l'enquête avec ces retours et proposera cette stratégie de travail par thématiques (formulation et priorisation des thématiques, pistes d'activités à conduire) lors d'une prochaine séance.

Catherine Baron émet l'idée d'un temps de réflexivité du pS-Eau et du Comité Scientifique : quelle est notre contribution, notre posture dans la production de connaissances et l'orientation des acteurs.

Méthodologie de l'enquête et mode de présentation de ses résultats

Méthodologie

Rémi Latune remarque le faible taux de réponse et suggère de faire plus de relances pour ce type d'enquête en ligne.

Audrey Séon s'interroge sur ce qui ressort d'une comparaison de ces résultats avec des processus similaires menés par le pS-Eau auparavant, y compris concernant le nombre de répondants.

Christophe Le Jallé explique que la démarche de collecter les attentes et besoins est régulièrement menée avec un échantillon beaucoup plus restreint, en sollicitant l'équipe du pS-Eau, notamment après les retours de missions. Cette consultation largement diffusée en ligne avec 300 réponses et complétée avec des dizaines d'entretiens approfondis n'avait encore jamais été organisée.

Rémi Latune relève que la grande majorité des participants travaillent dans des institutions qui ont leur siège en France et interroge sur la possibilité de connaître la nationalité des participants, facteur qui peut influer sur les perceptions des besoins. Les perceptions varient sûrement suivant les lieux de formations par exemple. De la même manière, les enjeux ne sont pas forcément les mêmes à l'échelle des grandes villes, des petits centres urbains ou des zones rurales.

Clara Vernet indique qu'aucune donnée sur l'âge, le genre ou la nationalité des répondants n'a été collectée. Les acteurs ont pu spécifier si leurs préoccupations concernaient les villes, les petites villes ou les zones rurales.

Classification des thèmes

Catherine Baron relève que la classification en deux thèmes eau, assainissement, puis sujets transversaux, en reportant sous l'entête de cette dernière catégorie les questions de gouvernance, peut introduire un biais de compréhension en première lecture.

Christophe Le Jallé précise que cet assemblage en cinq catégories et cet ordre (services d'eau, services d'assainissement puis sujets transversaux) est un choix fait par le pS-Eau pour structurer la présentation des résultats de l'enquête.

Laure Criqui suggère alors d'utiliser le terme « commun » et non transversal.

Elle suggère également qu'une représentation graphique des résultats permettrait de les rendre plus intelligibles et de mieux les analyser.

Mise en évidence des nouveaux thèmes

Mathieu Le Corre remarque que dans les réponses libres figurent des sujets qui correspondent à des thèmes déjà identifiés par le pS-Eau. Il peut être intéressant une fois qu'ils sont codifiés de les sortir et de les utiliser pour pondérer les réponses dans la partie des thèmes du pS-Eau et faire apparaître les thèmes qui sont nouveaux. Les thèmes qui ne sont pas encore dans la matrice du pS-Eau deviendraient plus lisibles.

Christophe Le Jallé répond en précisant que la question de faire ressortir d'emblée les thèmes nouveaux s'est posée. Néanmoins, derrière certains sujets qui ne semblent pas nouveaux, il y a tout de même des idées et formulations nouvelles, et c'est pour cette raison que la matière présentée est encore brute et assez dense.

Représentation graphique et analyse

Philippe Folliasson relève le caractère exhaustif de cette matière. Il appuie l'idée d'une représentation graphique, afin de mieux partager ces résultats.

Laure Criqui ajoute qu'une présentation cartographique pourrait permettre d'éclaircir aussi l'éventuel décalage entre les concepts et ce qu'ils signifient concrètement pour les acteurs de terrain.

Mathieu Le Corre compare cette présentation avec l'exercice réalisé sur les communs (programme Gret-AFD « Communs et gouvernances partagées autour des ressources, territoires et services ») : on essaie de voir comment on utilise le concept, comment on l'opérationnalise, comment l'expérience de terrain influence la manière de le concevoir.

- ➢ Ressources :
- Communs et gouvernances partagées
- Une approche par les communs pour un monde plus juste et plus durable

Christophe Le Jallé ajoute que le travail de faire rentrer les préoccupations des acteurs dans des blocs implique forcément une part d'interprétation.

Mélodie Boissel confirme qu'un premier filtrage a été réalisé pour faire entrer les différentes formulations des acteurs ayant participé à l'enquête dans ces formulations de sujets et préoccupations.

Audrey Séon propose d'analyser ces priorités avec le prisme de la théorie du changement du pS-Eau, ce qui pourrait donner une lecture assez opérationnelle.

Mélodie Boissel explique que le pS-Eau a récemment mené un travail conséquent pour appliquer autour de la théorie du changement. Des sous-groupes de travail, incluant toute l'équipe du pS-Eau ont travaillé à exprimer les changements qu'ils voudraient voir advenir dans le secteur du développement eau/assainissement, pour reformuler le positionnement et les contributions du pS-Eau.

Christophe Le Jallé ajoute que cette théorie du changement du pS-Eau va être partagée avec le Comité Scientifique. Il faut aussi analyser les attentes et les réponses à apporter.

Lecture au filtre des ODD

Christophe Léger suggère de faire ressortir les grandes idées et les pistes d'action à l'aide d'une grille de lecture Objectifs de Développement Durable (ODD). On peut imaginer un système permettant un classement des sujets en fonction du nombre d'ODD touchés.

Philippe Folliasson indique qu'Aquassistance a développé en 2021 une méthodologie inspirée des ODD et qui est utilisée pour estimer l'impact des projets (gouvernance, santé…).

Le PFE a lancé l'application Water4allSDGs, permettant d'analyser l'impact multisectoriel d'un projet sous le prisme des ODD.

Aquassistance accueille en ce moment un stagiaire de Sciences Po Toulouse, Kévin Aveline, qui travaillera au Sénégal sur l'opérationnalisation de la méthodologie développée en 2021 sur les ODD.

Sujets d'intérêt / Appréciation des sujets

Remarques générales

Joannie Leclerc relève de légères surprises mais globalement des problématiques malheureusement déjà connues. Elle note en particulier le faible intérêt pour *l'assainissement*. Cela ne doit pas nous décourager, ces constats sont utiles pour définir des orientations de travail.

Christophe Léger confirme que la redondance des constats négatifs peut provoquer un sentiment de découragement. Il déplore l'angle sous lequel sont évoqués ces sujets par les acteurs, qui n'aborde pas les causes, les origines des problématiques : *durabilité des systèmes économiques et modèles*.

Mathieu Le Corre remarque que la manière dont les questions sont posées influence les réponses. Si la question concerne les préoccupations, alors il n'est pas étonnant que les sujets évoqués ne paraissent pas nouveaux, puisqu'ils émanent de l'expérience des acteurs. A la différence d'une interrogation sur les prospectives.

Clara Vernet précise les questions posées :

- *« Quels sont les enjeux sur lesquels vous souhaitez renforcer vos actions ? »*,
- *« Sur la base de votre expérience »* et *« Parmi les sujets suivants, évaluez ceux qui vous semblent représenter des enjeux particulièrement importants, justifiant une attention renforcée et sur lesquels vous souhaiteriez être mieux informés/outillés. »*

Hélène Loiseau indique que l'OFB n'étant pas un acteur engagé spécifiquement sur les secteurs de l'eau et assainissement, mais y retrouve des enjeux transversaux auxquels l'OFB est sensible : *atténuation/adaptation face au changement climatique, mobilisation des citoyens*.

Philippe Folliasson souligne l'importance des *choix de modes de gestion*, pour créer les conditions favorables à une exploitation, et une maintenance pérenne des infrastructures. Ces sujets sont bien identifiés comme des thèmes prioritaires. Il relève les préoccupations qui rejoignent les axes de travail d'Aquassistance : la *sensibilisation à l'hygiène*, qui ressort comme une préoccupation spécifique, le choix de *filières pour la gestion des boues de vidange*. Cette matière pourra nourrir le travail actuellement en cours pour établir la feuille de route stratégique d'Aquassistance pour les trois prochaines années. L'accompagnement à la formation et à la pérennisation des services constitueront des priorités. Les résultats de cette enquête confirment les attentes des acteurs du Sud en la matière.

Christophe Brachet note avec étonnement que la *mutualisation des services entre localités* semble peu plébiscitée. L'OiEau y travaille avec le GESCOD, dans le cadre d'un projet au Cameroun.

A propos de la *GIRE*, il relève les enjeux autour de la connaissance de la ressource. L'OiEau constate malheureusement que les services hydrologiques ne sont pas pérennes, le suivi des données sur la ressources a tendance à être abandonné à l'issue des phases projet.

Le lien avec *les territoires et les échelles infra-bassin* n'est souvent pas aisé à l'échelle des grands bassins transfrontaliers, par exemple au niveau du bassin du fleuve Congo. Cependant, au niveau du bassin du fleuve Sénégal, en lien avec l'OMVS et sa Société de Gestion et d'Exploitation du barrage de Diama (SOGED), le pS-Eau et l'OiEau s'efforcent de lier ces approches à grande échelle avec les échelles locales sur deux communes (l'une au Sénégal, l'autre en Mauritanie) en amont du barrage de Diama pour incarner aux échelle locales les dynamiques menées sur le grand bassin.

Laure Criqui s'interroge sur l'absence des questions sur le lien avec *l'aménagement du territoire et l'urbanisme*.

Une réflexion sur la typologie des professionnels du secteur (opérateurs privés ou non, formels ou non…) serait intéressante. La Banque Mondiale et WaterAid ont travaillé sur une caractérisation des professionnels de l'assainissement.

Christophe Brachet remarque que les questions de *biodiversité et zones humides* sont également absentes.

Catherine Baron relève que le terme « *communs* » n'est pas prononcé une seule fois, les gens ne s'approprient pas le mot. Il y aura une thèse sur cette question des communs en lien avec le Gret. Même si le terme n'est pas utilisé, cela ne nous empêche pas d'analyser les sujets qui renvoient aux communs. (cf. les référence au programme Gret-AFD « Communs et gouvernances partagées autour des ressources, territoires et services » indiquées par Mathieu Le Corre plus haut)

Laure Criqui indique que des études en économie politique montrent que les *épidémies* peuvent être des déclencheurs pour mettre certains sujets sur l'agenda politique. Il est intéressant de constater que les questions liées aux épidémies, et notamment à la *Covid-19*, ne sont pas ressorties.

Bruno Valfrey remarque qu'il a été peu fait mention de *monitoring et évaluation*, en particulier concernant l'évolution du niveau d'accès au service.

Pour information, HydroConseil est en train de monter une thèse CIFRE sur l'implication des usagers dans le monitoring des ressources en eau, probablement à Madagascar.

Démarches participatives

Rémi Latune note une forte attente pour des démarches plus participatives et concertées. Les réflexions sur les démarches de modélisation de l'accompagnement auxquelles le pS-Eau va être associé pourront enrichir la réflexion.

Catherine Baron considère que la façon dont est posée la question de la participation est obsolète. Les nouveaux questionnements sur la co-production et la co-production des connaissances ne sont pas reflétés.

Gouvernance

Catherine Baron note que l'accent est mis sur le rôle des collectivités locales, mais la question de l'articulation entre différentes échelles (y compris avec l'aide internationale) est peu présente, bien qu'elle soit nécessaire pour identifier les leviers et les blocages.

Clara Vernet précise que l'articulation entre les différentes échelles a pu être abordée mais de manière assez diluée. Sous l'item « gouvernance », ce sont aussi les relations entre les différents échelons institutionnels qui sont pointées, avec la nécessité d'inclure les acteurs de différentes échelles dans des instances de dialogue, surtout dans les pays où des réformes sectorielles sont en cours et induisent des transferts de compétences. Il est également fait mention à plusieurs reprises des liens entre acteurs de la coopération et acteurs locaux.

Genre

Catherine Baron s'étonne que la question du genre ne soit pas plus représentée.

Philippe Folliasson s'interroge sur ce que signifie le genre. Ce sont les femmes qui sont chargées de la corvée d'eau, elles représentent donc les premières bénéficiaires des projets d'accès à l'eau. Les acteurs de terrain ont une vision et des questions pragmatiques sur le genre : Parle-t-on de la participation des femmes dans la gouvernance, ou bien de l'adaptation des services et la conception d'infrastructures ? Concrètement, le genre est transversal à toutes nos activités en tant qu'acteur du développement. Mais la question se pose de préciser comment décliner cette notion concrètement.

Clara Vernet indique que ce qui est exprimé dans les réponses à l'enquêtes comprend la nécessité d'inclure les femmes dans la gestion, mais aussi dans le diagnostic et dans les approches participatives afin d'identifier les besoins spécifiques. Le genre peut être une approche, non seulement pour prendre en compte les femmes, mais pour prendre également en compte les différents groupes et de leurs besoins spécifiques. Lorsqu'il a été fait mention d'inclusion, ce n'était jamais seulement à propos des femmes, mais également des jeunes, des personnes âgées, des groupes vulnérables… Un autre point évoqué est celui de la faible présence des femmes dans le milieu professionnel du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Mélodie Boissel ajoute qu'il est également intéressant de noter que lorsqu'il a été demandé de se positionner sur « genre et services eau et assainissement », les acteurs n'ont pas identifié ce sujet comme prioritaire, alors que ces préoccupations se retrouvent en filigrane dans les expressions libres.

Catherine Baron estime qu'il est important de dépasser une vision du genre qui se limiterait à considérer un objectif de participation des femmes à la gestion des services. La question du genre est aussi une entrée pour parler des rapports de domination. Cela pose également une question de réflexivité et de légitimité quant à notre rôle et notre place pour investir ces questions. La prise en compte de cette dimension va plus loin et implique d'autres compétences que celles habituellement mobilisées par les acteurs du développement dans le secteur eau et assainissement.

Philippe Folliasson confirme que les porteurs de projet ont besoin de modes opératoires Les enjeux d'évolution socioculturelle dépassent leur champ d'action.

Catherine Baron précise qu'il ne s'agit pas de déconstruire les rapports de pouvoir mais de les entendre et de les analyser.

Audrey Séon indique que l'AFD dispose d'un annuaire partageable de personnes référentes sur les questions de genre pour le secteur eau et assainissement. Il manque souvent dans les réflexions une analyse sur les impacts induits et les impacts à construire, approche que l'AFD incite à développer. Par ailleurs, le fait que cette culture autour du genre ne soit pas partagée peut engendrer des incompréhensions.

Synergies avec d'autres services essentiels

Catherine Baron vient d'engager un travail avec Pascale Trompette (Directrice de recherche au CNRS, laboratoire PACTE, Université Grenoble Alpes) sur les problématiques d'énergie « *hors réseau* » au Sénégal, en relation avec l'université des sciences de l'environnement en Norvège (NMBU). Un atelier de réflexion sera organisé à Grenoble (Fin 2022 ou début 2023).

Catherine Baron indique deux thèses en cours :

- Une thèse portant sur les projets solaires et l'autonomie des solutions hors réseau, avec le Sénégal pour terrain d'étude, pilotée par Pascale Trompette,
- Une thèse portant sur le *off grid* au Sénégal et en Indonésie, sur laquelle travaille Alexandre Gaudry. Lire le résumé

Christophe Le Jallé ajoute que depuis plus d'un an le pS-Eau héberge le réseau Cicle qui travaille sur les questions énergétiques.

Le pS-Eau est intéressé pour analyser les proximités et les ponts entre les services eau et assainissement et d'autres services essentiels tels que l'énergie, les déchets etc.

Lors de la réunion du comité scientifique du 28 juin 2019, Emmanuelle Guillou qui était alors en thèse CIFRE LATTS/Hydroconseil, avait présenté son travail de recherche : « Électrifier les aires d'urbanisation diffuse du Sénégal et de la Tanzanie. Une diversité des offres de fourniture d'accès à l'électricité au cœur de la formation des marchés ? » (télécharger le compte-rendu et la présentation). L'intérêt de cette présentation était de pouvoir ensuite en tirer des leçons également pour le secteur de l'eau potable et de l'assainissement.

Le numérique

Laure Criqui s'interroge sur d'éventuelles mentions du numérique, pour la facturation des services par exemple.

Clara Vernet indique que le numérique a été mentionné, sous l'angle du suivi de la ressource et des services.

Christophe Léger précise que Vergnet Hydro utilise des systèmes numériques pour faire remonter des informations du terrain et les centraliser sur un espace partagé Cela permet d'optimiser la réactivité et de disposer d'outils d'aide à la décision.

Mathieu Le Corre évoque des échecs concernant l'utilisation du numérique, dus à une trop grande complexité des systèmes

Actions préconisées

L'enquête a permis de commencer à identifier des pistes d'action, du moins de relever les attentes des acteurs pour des actions à entreprendre. Certaines actions relèvent du champ d'action du pS-Eau, pour d'autres, le pS-Eau peut avoir une influence et les stimuler sans pour autant les porter.

Ainsi, les pistes d'action qui ressortent et rentrent dans le cadre du champ d'action du pS-Eau sont les suivantes :

- La mise en réseau,
- Le partage et la capitalisation d'expériences,
- La mise en lien des acteurs,

- La mobilisation de la coopération décentralisée,
- La sensibilisation à des thématiques/enjeux spécifiques,
- La vulgarisation et mise à disposition des connaissances existantes.

Il est intéressant de noter la demande de partages d'expériences et de capitalisation inter-secteurs et Sud-Sud.

Les autres pistes d'actions mises en avant par les acteurs interrogés sont les suivantes :

- Recherche et développement d'expériences pilotes,
- Formations succinctes et approfondies,
- Partenariat avec les universités,
- Partage de connaissances et accompagnement concernant les sources de financement,
- Création de dispositifs spécifiques de financement,
- Sensibilisation des acteurs et du grand public, plaidoyer.

Discussion

Christophe Brachet remarque que le besoin d'une capitalisation Sud-Sud et transverse peut se faire au travers d'approche par bassin versant, notamment au Sahel, où certains pays sont à cheval sur plusieurs bassins

Concernant les dispositifs spécifiques de financement, l'OiEau travaille au Burkina Faso sur la GIRE avec les agences de l'eau Loire Bretagne et Seine Normandie, et fait les liens avec les projets de coopération décentralisée avec ACTEA et le pS-Eau. Pour la première fois, les agences de l'eau du Burkina Faso ont apporté une contribution financière au services de l'eau potable.

Laure Criqui propose de réfléchir aux actions à prioriser en termes d'impact et de les réorganiser en fonction de cette vision.

Laure Criqui indique que le Gret est en train de produire un MOOC sur la co-production de la fabrique urbaine, avec un module sur les services essentiels. Ce MOOC est financé par African Cities Lab et l'Ecole Polytechnique de Lausanne, et réalisé par le Gret et UrbaMonde.

Catherine Baron indique être impliquée dans un programme de recherche (ANR) sur la co-production de la ville qui s'appelle CoPolis et qui compare la co-production de la fabrique urbaine au Brésil et en France. La manière de poser la question de la co-production et le rôle des facilitateurs (universités, associations d'architectes…) pour la planification urbaine sont particulièrement intéressants.

Christophe Le Jallé ajoute qu'à la différence d'acteurs comme le Gret qui sont à la charnière entre les praticiens et le monde de la recherche, beaucoup d'acteurs de terrain n'ont pas du tout la compréhension de problématiques telles que la co-production. Mieux lier les praticiens et les chercheurs peut constituer l'un des objectifs des actions du pS-Eau.

Mélodie Boissel complète avec l'enjeu que représente le vocabulaire employé et la nécessité de vulgariser les concepts en fonction du public, tout en gardant à l'esprit le concept auquel on fait référence.

Catherine Baron suggère de parler de problématisation, de manière de poser la question plus que de concept, terme qui peut crisper.

Mélodie Boissel soulève que la demande formulée de partage d'expérience non « réussies » amène à questionner la méthodologie de capitalisation à développer. Il ne s'agit pas seulement de valoriser les bonnes expériences mais également d'analyser les écueils des projets.

Christophe Le Jallé précise que tirer des leçons d'expériences, plutôt que de parler seulement de bonnes pratiques, qui permet d'avoir un regard à la fois sur les atouts et faiblesses, a toujours constitué un point d'attention pour le pS-Eau. L'enjeu est de créer des climats propices à ce type de partage.

Christophe Léger indique qu'en tant que praticien de terrain, Vergnet Hydro est dans une démarche permanente d'expérimentation et de capitalisation sur des aspects techniques et de gestion des services.

Christophe Le Jallé relève qu'il serait intéressant pour le Comité Scientifique d'entendre ces retours d'expérience.

Rémi Latune indique que l'INRAE organise une conférence internationale sur les solutions fondées sur la nature à Lyon du 7 au 10 novembre. C'est une conférence en anglais, avec l'International Water Association, qui rassemblera des personnes spécialisées sur les zones humides. Des invitations ont été envoyées à différentes personnes issues d'instituts de recherche en Afrique. Il peut y avoir une communauté de chercheurs locaux autour de ces technologies qui se met en place, initiative qui pourrait être rapprochée des échanges sud-sud demandées par les acteurs.

Concernant les démarches participatives, l'enquête semble montrer que des thématiques qui n'ont pas évolué doivent être abordées différemment.

- Lien vers les résumés des présentations de la conférence internationale sur les solutions fondées sur la nature à Lyon du 7 au 10 novembre

Conclusion

Mélodie Boissel analyse de quelle façon les résultats concernant les préoccupations ainsi que les pistes d'actions suggérées résonnent avec les thématiques de travail actuellement investies par le pS-Eau et la façon dont elles sont abordées.

Les sujets ciblés comme prioritaires, tels que la question de l'articulation entre les actions de développement et d'urgence, plutôt sous l'angle de la poursuite de ces actions dans des contextes qui glissent vers situations de crise, est une préoccupation qui se retrouve bien.

Le sujet de la valorisation des sous-produits de l'assainissement et de la réutilisation des eaux usées fait l'objet d'un travail en cours avec l'INRAE. De la même manière que pour le genre, quand ce sujet est pointé en tant que thématique, il n'est pas forcément ressenti comme prioritaire, et pour autant il figure bien parmi les préoccupations ressorties dans les formulations libres. Là aussi il y a peut-être une méconnaissance de l'enjeu global, un manque de vision globale.

Le sujet de la qualité de l'eau est abordé par le pS-Eau de manière large, sous l'angle de la qualité de la ressource, et de la qualité de l'eau dans les systèmes et de l'eau distribuée. Cette enquête l'a fait ressortir de façon plus dissociée : au niveau de la ressource et l'a donc reliée à la préoccupation de la gestion des ressources ; et au niveau du système et des consommateurs, en lien avec les services d'approvisionnement en eau.

La thématique actuellement formulée au pS-Eau « articulation entre gestion des services et gestion des ressources (articulation aux niveaux technique, des différentes échelles et institutions) » ressort en filigrane au travers de diverses préoccupations.

Concernant les actions préconisées, l'enquête fait ressortir que le type d'activités menées par le pS-Eau a du sens. Les pistes d'actions formulées font aussi écho à des activités et approches émergentes au pS-Eau : l'approche synergique avec d'autres services essentiels, notamment énergie et gestion des déchets. Le pS-Eau héberge le réseau Cicle et est engagé dans un processus de rapprochement des 3 mécanismes 1%, avec la double approche de renforcer la cohérence entre les méthodologies et pratiques du développement dans chacun de ces secteurs, et de développer et promouvoir une vision intégrée de ces services.

L'enquête a fait ressortir la question des démarches participatives, comme un sujet à part entière.

Mélodie Boissel remet également en perspective comment l'approche de travail par thématiques nourrit les activités d'appui conseil et d'animation menées par le pS-Eau. L'objectif de cette approche est d'approfondir, de problématiser certains sujets, de développer une culture partagée au sein du pS-Eau pour renforcer les capacités d'appuyer les acteurs sur des sujets spécifiques. De plus, pour certains sujets prioritaires, ce travail peut conduire à des projets spécifiques d'approfondissement des connaissances, comme celui en cours sur la valorisation des sous-produits de l'assainissement et des eaux usées avec l'INRAE.

Catherine Baron cite en exemple d'activité menée au sein d'un réseau d'animation territoriale du pS-Eau en région Occitanie : l'organisation à Toulouse avec Irvina Parrel d'un événement sur les communs, qui a été l'occasion d'aborder avec les acteurs d'Occitanie des questions qui sont par ailleurs approfondies par le pS-Eau, en particulier avec le Comité Scientifique.

Christophe Le Jallé précise que le processus est itératif, l'approche de travail par thématiques est également nourrie par les retours et besoins formulés par les acteurs des différents réseaux du pS-Eau. Les thématiques émergent aussi directement au niveau des réseaux, et en particulier des plateformes locales initiées par le pS-Eau dans certains pays. Le pS-Eau pose un cadre global sans enfermer le travail de chaque plateforme, qui font émerger leurs propres projets.

Pour conclure ce travail, le pS-Eau prendra en compte toutes ces remarques dans sa réflexion pour la révision de sa stratégie de travail par thématiques qui sera débattue lors du prochain Comité Scientifique.